

MOTS D'ORDRE DE LUTTES DE SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS ET POINT DE VUE REVOLUTIONNAIRE

On entendra, dans ce texte, par point de vue ou position révolutionnaire, non pas une idéologie autoritariste¹, figée et hégémonique, ni l'idée qu'une révolution est en cours, et encore moins que tout se passe lors d'un grand soir. Mais il faut y voir ici plutôt une direction vers laquelle tendre, au quotidien comme dans les moments d'effervescence sociale ; une sensibilité allant dans le sens de la création de processus qui essaieraient de détruire toutes formes de dominations (aussi bien économiques que genrées, racistes que hiérarchiques, étatiques que dans des luttes...) ; une possibilité de remise en question permanente et radicale de ce qui ne va pas dans ce monde de merde mais aussi à l'intérieur de soi-même et des espaces collectifs dans lesquels on vit et/ou on s'organise.

On ne s'attardera ici que sur un des aspects les plus visibles des luttes de soutien aux sans-papiers, migrants, réfugiés...C'est-à-dire les slogans et mots d'ordre souvent repris par ces espaces ; souvent repris comme des évidences aussi bien par des tendances réformistes, citoyennistes, que par une partie de celles révolutionnaires, radicales. L'idée des critiques énoncées ici est de faire apparaître ce qui, selon moi, relève de la contradiction si on se place d'un angle révolutionnaire, et afin d'essayer d'atteindre une cohérence.

« Solidarité avec les sans-papiers »

Être sans-papiers n'est pas une position politique mais bien une situation sociale, à plus ou moins long terme. Soutenir *sans exception* tous les sans-papiers relève donc de l'action sociale, action qui prend un point de vue humaniste : « Mais ceux-sont des humains quand même ! ».

Souvent, la question de comment se positionne une personne face à ce monde ne se pose plus ; on ne la voit plus qu'à travers son statut social. C'est d'ailleurs, pour certaines personnes, un des

1 Qui use de l'autorité pour opprimer d'autres personnes ou groupes de personnes.

fondements de la recherche d'un sujet révolutionnaire qui collerait avec une lecture déterministe de l'histoire².

Pour une personne révolutionnaire engagée dans un collectif de soutien à tous les sans-papiers, des contradictions peuvent se poser au contact de gens qui seraient plutôt réactionnaires. C'est par exemple le cas quand arrive une personne qui a joué un rôle répressif dans le pays d'où elle vient tel que flic à la solde de Ben Ali en Tunisie pendant (et avant aussi d'ailleurs) le déclenchement du processus révolutionnaire.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas lutter avec des sans-paps face à ce monde de merde ou qu'il faudrait maintenir une méfiance³ ; mais qu'il n'est, à mon sens, *politiquement* pas cohérent d'être à la fois révolutionnaire et de se dire solidaire de *tous* les sans-papiers sans exception. Ce qui importe, je pense, c'est - de lutter, non pas *pour*, mais, *avec* les gens, en essayant de ne pas tout axer sur nos différences de positions sociales⁴, créant ainsi de nouvelles hiérarchies ; - de tenter de confronter des idées et des pratiques ; - d'être clair sur des positionnements révolutionnaires...

Il est regrettable que les gens rendus illégaux par les états aient souvent si peu de place dans les luttes sur les questions des frontières et des papiers. Ceci dit, leur parole et leur position devrait avoir autant de valeur, ni plus, ni moins, que celle des autres personnes constituantes ce genre d'espaces collectifs de lutte. A tenter de trouver ce qui fait commun dans nos conditions de survie dans ce monde de merde, on a tout à y gagner. Mais ce n'est que mon avis.

« Des papiers pour toutes et tous »

2 Telle catégorie de gens fera la révolution, c'est intrinsèque à son appartenance sociale.

3 D'autant que personne n'est parfait, encore moins l'auteur de ce texte

4 Il n'y a de sujet révolutionnaire que celui qui s'inscrit ou souhaite s'inscrire dans un processus révolutionnaire.

Autre point ; réclamer "des papiers pour tous et toutes", sans englober cette réclamation dans une approche révolutionnaire, ressort d'une approche politique réformiste.

Il est certes plus facile de demander cela que de se battre pour le contraire.

Dans cette approche des choses, il est plutôt question d'attaquer le fait que des gens sont en règle tandis que d'autres ne le sont pas mais pas le système qui produit cette situation. Au contraire, avec celle-ci, « on ne peut en effet que se jeter dans les bras de l'état. C'est alors que l'on fait des rassemblements devant la préfecture afin de lui demander qu'elle reprenne son soi-disant rôle de neutralité d'état providence. »⁵ On se scandalise que l'état est dans l'illégalité alors que c'est son apanage de produire des lois et d'y soumettre des populations sans se les appliquer. Si c'est ce monde qui créé des situations de merde, alors ce n'est pas en le maintenant avec une logique de réformes que quoique ce soit va *fondamentalement* changer.

Il est évident que, dans l'immédiateté de notre contexte social oppressif⁶, il faille des papiers et des droits pour tenter de survivre. Il est aussi évident qu'il faille souvent faire pression pour tenter d'en arracher à l'état. Mais on ne peut, si on veut être logique politiquement, se passer d'une critique radicale qui attaque ce monde à sa racine en parlant notamment de l'abolition des frontières et de ce qui les a produites. Des papiers pour tout le monde, oui ; mais *surtout* – et pas "ou" –, des papiers pour personnes !

« Liberté de circulation »

Ensuite, sur le saint mot d'ordre "Liberté de circulation" ; il s'agit de définir de quoi on parle.

Liberté de circulation dans un monde émancipé de toute oppression, d'accord. Mais, dans la société capitaliste, prôner ce slogan sans l'articuler, de manière tout aussi *apparente*, avec une critique révolutionnaire en vient juste à dire qu'on est d'accord avec le type de déplacement des personnes qui a cours actuellement dans le monde, c'est-à-dire la plupart du temps de type économique.

Implicitement, on ne se positionne donc pas contre la sur-exploitation chez nous de main

5 In *Petite mise au point*, CSH, un incontrôlable de l'AG du 24/06/2013 : brochure posant des critiques sur la lutte contre toutes les expulsions menées à Caen

6 Ce qu'est le capitalisme.

d'œuvre docile d'ailleurs – docile car ce n'est pas de la première évidence que de se mettre en grève contre ses conditions de travail quand on n'a pas de papiers, ni de contrat, ou que l'on doit faire régulièrement des démarches pour les renouveler et prouver que l'on est bien intégré – ; ni contre les situations et guerres inhérentes au capitalisme et au néo-colonialisme qui amènent des masses de gens à fuir leur pays alors qu'elles seraient peut-être mieux dans un environnement familial qui ne leur serait pas hostile⁷.

Cette liberté de circulation-là, c'est celle des libéraux ; c'est la liberté de circulation des biens et des personnes⁸, mais surtout des biens et notamment des personnes-marchandises.

Au final, ce que ce slogan, déconnecté d'une critique radicale, peut, entre autre chose, affirmer, c'est oui à la réification⁹ d'une partie du sous-prolétariat mondial.

En guise de conclusion

Pour tenter de finir sur la question, il n'est, pour moi, qu'une seule forme de lutte politique adéquate à une critique révolutionnaire sur ce sujet ; celle de la lutte contre la répression qui frappe les sans-paps articulée avec celle contre ce qui la produit : les centres de rétention, les rafles, les arrestations, les expulsions, le maintien dans des conditions de merde (sur-exploitation, précarité de logement, pas d'argent)... Sans oublier aussi les organes étatiques ou para-étatiques qui la mettent en place, qu'ils soient à l'intérieur des pays telle la police, ou aux frontières tel Frontex¹⁰. Il y en a aussi à l'extérieur telles les polices dont les gouvernements ont passé des accords avec les pays dits occidentaux, notamment en matière de gestion des déplacements des personnes hors de leur frontières et en direction de l'Europe...sans oublier la passivité, quand ce n'est pas de l'hostilité, d'une grosse partie de la population en la matière.

CSH

Marseille, mars 2016

Texte revu et repris du journal
caennais *Brasero* (n°3, mars 2012)

7 Contrairement aux pays dits occidentaux, même si un accueil partiel est plus ou moins fait

8 cf. Le traité de Schengen qui a pour but de développer les flux du capitalisme en Europe.

9 Transformation en chose (marchande pour le coup) ; chosifier.

10 Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures.